(A)

(N° 300.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1886-1887.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 11.

(9 AOUT 1887.)

PÉTITIONS SUR LESQUELLES UN RAPPORT A ÉTÉ DÉPOSÉ.

M. DOUCET, 1^{er} rapporteur.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
1.	3005.

Par pétition datée de Courtrai, le 29 mars 1887,

Les vice-président et secrétaire de l' « Union commerciale, industrielle et agricole de l'arrondissement de Courtrai » demandent la revision des articles 27 et 28 de la loi du 21 mai 1849 concernant les patentes.

CONCLUSIONS : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

(RAPPORT : *Annales parlementaires*, p. 1106.)

M. BEGEREM, 2^e rapporteur.

2.	3044.
----	-------

Par pétition datée de Verviers, le 5 avril 1887,

Les président et secrétaire de la « Chambre de commerce de Verviers » prient la Chambre de voter une loi réglant la déconfiture.

CONCLUSIONS : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

(RAPPORT : *Annales parlementaires*, p. 1838.)

M. ANSPACH-UISSANT, 3^e rapporteur.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
3.	5230.

Par pétition datée de Lokeren, le 14 juin 1887,

Des habitants de Lokeren se plaignent de ce que le bureau de bienfaisance de cette localité refuse des secours aux parents pauvres dont les enfants fréquentent les écoles libres et demandent le redressement de cet abus.

CONCLUSIONS : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice avec demande d'explications.*

(RAPPORT : *Annales parlementaires*, p. 1818.)

M. CARLIER, 4^e rapporteur.

4.	5288.
----	-------

Par pétition datée de Namur, le 12 juillet 1887,

Les président et secrétaire du sous-comité de la « Société générale des officiers retraités » se plaignent de l'inégalité qui existe entre les pensions civiles et militaires.

CONCLUSIONS : *Renvoi à MM. les Ministres des Finances et de la Guerre.*

(RAPPORT : *Annales parlementaires*, p. 1802.)

5.	5343.
----	-------

Par pétition sans date,

Les président et secrétaire de la « Fédération des ex-sous-officiers de l'armée belge » proposent diverses mesures tendant à améliorer la position des ex-sous-officiers de l'armée.

CONCLUSIONS : *Renvoi à MM. les Ministres des divers Départements.*

(RAPPORT : *Annales parlementaires*, p. 1889.)